Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2008

CRÉDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC

SOMMAIRE

1) - Rapport semestriel d'activité.

2) - Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30/06/2008.

3) - Déclaration des personnes physiques.

4) - Rapports des commissaires aux comptes.

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30/06/2008

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 3

A. PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS 3

A.1. Changement de principes et méthodes comptables 3

A.2. Evolution du périmètre de consolidation 3

B. RESULTATS CONSOLIDES 3

B.1. Environnement économique et financier 3

B.2. Résultats consolidés 4

C. STRUCTURE FINANCIERE 4

C.1. Les fonds Propres 4

C.2. Les parties liées 4

D. GESTION DES RISQUES 5

D.1. Risque de crédit 5

D.2. Risques de marché 7

D.3. Risque de taux d'intérêt global 8

D.4. Risque de change 9

D.5. Risque de liquidité et de financement 10

D.6. Risques opérationnels 10

E. DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE 11

E.1. Le contrôle permanent 11

E.2. La prévention et le contrôle des risques de non conformité 11

E.3. Le contrôle périodique 11

F. TENDANCES RECENTES ET PERSPECTIVES 12

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

A. Présentation des états financiers

A.1. Changement de principes et méthodes comptables

Les comptes consolidés intermédiaires résumés condensés sont établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note G des annexes aux comptes consolidés.

Le traitement comptable des actifs financiers des entités consolidées Force Midi et Gard Diversifié (OPCVM dédiés) a été modifié au 1er janvier 2008. Ainsi, s'agissant d'actifs financiers non acquis dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme, ils ont été reclassés de la catégorie « titres de transaction » vers la catégorie « titres disponibles à la vente ». Les variations de juste valeur de ces actifs sont désormais comptabilisées par la contrepartie des capitaux propres et non plus par le compte de résultat (les incidences sur les comptes sont précisées dans les comptes consolidés intermédiaires résumés, présentation juridique de l'entité).

A.2. Evolution du périmètre de consolidation

Aucune évolution du périmètre de consolidation n'est intervenue au cours du 1er semestre 2008.

B. Résultats Consolidés

B.1. Environnement économique et financier

Les taux de marché ont évolué de façon irrégulière sur le semestre : après une légère détente sur le 1er trimestre, ils ont repris un rythme de hausse régulière depuis mars 2008. Les taux courts restent à des niveaux élevés et reflètent les craintes inflationnistes, la situation dite de « courbe inversée » dure depuis l'été 2007, alors qu'elle est historiquement rare.

Les marchés actions ont également évolué de façon très irrégulière, avec une volatilité très marquée, au gré des mauvaises ou bonnes nouvelles sur les résultats des entreprises. Les mauvaises nouvelles ont été plus nombreuses, notamment pour les valeurs financières, ce qui explique en grande partie la tendance baissière très marquée des marchés (CAC 40 : -21% sur le semestre avec une grande partie de la baisse acquise au 31 mars = -16%).
Depuis le 30/06/2007, point haut du CAC à 6054 pts, les marchés actions ont reculé de 27%.

Ce contexte financier perturbé a eu une influence sur les comportements de notre clientèle et sur l'évolution des soldes intermédiaires de gestion.

B.2. Résultats consolidés

Confirmant la tendance du 1er trimestre, les choix des clients en matière d'épargne se sont majoritairement portés sur les produits d'épargne monétaire, en raison de l'attractivité et de la sécurité de leur rendement. Ainsi, ce compartiment représente plus de la moitié de la collecte nette du semestre et est le principal contributeur à la progression des encours de collecte (+1,4%).

La progression des encours de crédits reste soutenue (+12,7%), tirée par les financements à l'habitat, aux entreprises et aux professionnels. Ils s'établissent à 14,7 milliards d'euros au 30/06/2008.

Les efforts commerciaux déployés, notamment les investissements importants dans les réseaux de distribution (agences de proximité et banque conseil privé) ont permis à la Caisse régionale de conforter sa position de première banque sur son territoire et, dans un marché moins porteur qu'en 2007, de consolider ses parts de marché.

Le Produit Net Bancaire consolidé affiche un repli de 4,8%, à 331,9 millions d'euros.
Le PNB d'activité clientèle est en hausse de +3%, grâce à la tonicité des encours de crédit et malgré la nouvelle contraction des marges et le renchérissement du coût de la liquidité. Les bonnes performances enregistrées dans la vente de services et l'équipement des clients en produits d'assurances des biens et des personnes ont également contribué à cette progression.

La contribution de la marge sur portefeuille est, en revanche pénalisée, par le contexte incertain des marchés. Elle pâtit d'un effet de base défavorable, le contexte financier du 1er semestre 2007 ayant été nettement meilleur que celui du 1er semestre 2008.

Les charges de personnel et d'exploitation sont en repli de 1,7% par rapport à une référence 2007 intégrant les charges liées aux travaux de création de la Caisse régionale du Languedoc. Les premiers effets du rapprochement des anciennes Caisses du Midi et du Gard, finalisé en mai 2007, sont perceptibles en terme de rationalisation des charges de fonctionnement.

Ainsi, le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 189,1 millions d'euros, en recul de 7,1%.
Le résultat net consolidé, à 78,4 millions d'euros diminue de 22,8%.

C. Structure Financière

C.1. Les fonds Propres

Les capitaux propres sont présentés en point 5-11 des comptes consolidés intermédiaires résumés ; leur évolution est présentée dans le tableau de variation des capitaux propres.

C.2. Les parties liées

Les informations concernant les principales transactions entre les parties liées sont présentées en note H-2.4 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2008 ».

D. Gestion des risques

D.1. Risque de crédit

D.1.1 Description – Définition

Le risque de crédit désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute obligation financière.

Le dispositif global de maîtrise du risque de crédit est basé sur des principes généraux, communs à tous les marchés, et des règles de distribution propres à chaque marché.
Ce dispositif a été mis en place à la création de la Caisse régionale du Languedoc et validé par le Conseil d'Administration en avril 2007.

D.1.2 Principales évolutions en terme :

- **<u>d'objectifs et de politique</u>**

Les principes généraux restent identiques à ceux décrits dans le rapport d'activité annuel : une approche en risques liés, des limites réglementaires et opérationnelles, des limites globales de distribution, des risques filières et une couverture Foncaris.

- **<u>de gestion du risque</u>**

L'organisation et le dispositif de suivi des risques de crédit, la méthodologie et les systèmes de mesure de ceux-ci n'ont pas connu d'évolution significative au cours de la période.

En revanche, le dispositif de provisionnement collectif Bâle 2 a vu deux évolutions significatives sur le semestre :

- Pour prendre en compte les tensions récentes sur le marché immobilier régional, matérialisées notamment par une baisse du nombre des transactions et l'allongement des délais de vente, un coefficient augmentant la probabilité de perte en cas de défaut sur la classe de notation « Habitat » a été intégré dans le calcul de la provision collective « Bâle 2 ». En parallèle, les encours portés par les professionnels de l'immobilier ont été gérés de façon dissociée, et sont suivis spécifiquement dans le cadre d'une provision filière.

- Face aux effets persistants de la crise viticole et pour mieux prendre en compte ses caractéristiques régionales, le provisionnement collectif des encours portés par la filière viti-vinicole a été affiné : ceux-ci ont été exclus du périmètre de la provision « Bâle 2 » et sont également suivis spécifiquement dans le cadre d'une provision filière.

Les dépréciations sur base collective à la fois basées sur les outils Bâle 2 et sur les risques sectoriels spécifiques s'élèvent à 213,2 millions d'euros au 30 juin 2008 contre 186,2 millions d'euros au 31 décembre 2007.

- **<u>d'exposition</u>**

- **Exposition maximale**

L'exposition maximale au risque de crédit est présentée avant tout effet de compensation ou de prise en compte des collatéraux

(en millions d'euros)	Sources / Notes comptes semestriels	30.06.2008	31.12.2007
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte)	5.1	10	310
Instruments dérivés de couverture	Bilan actif	93	80
Actifs disponibles à la vente	5.2	1 509	1 585
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	5.3	278	373
Prêts et créances sur la clientèle	5.3	14 543	13 645
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Bilan actif	92	124
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)		16 526	16 117
Engagements de financement donnés	6	2 164	1 865
Engagements de garantie financière donnés	6	456	493
Provisions – Engagements par signature	5.10	4	4
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)		2 624	2 363
TOTAL Exposition nette		19 151	18 480

Exposition aux grands risques (10 premiers groupes non bancaires)

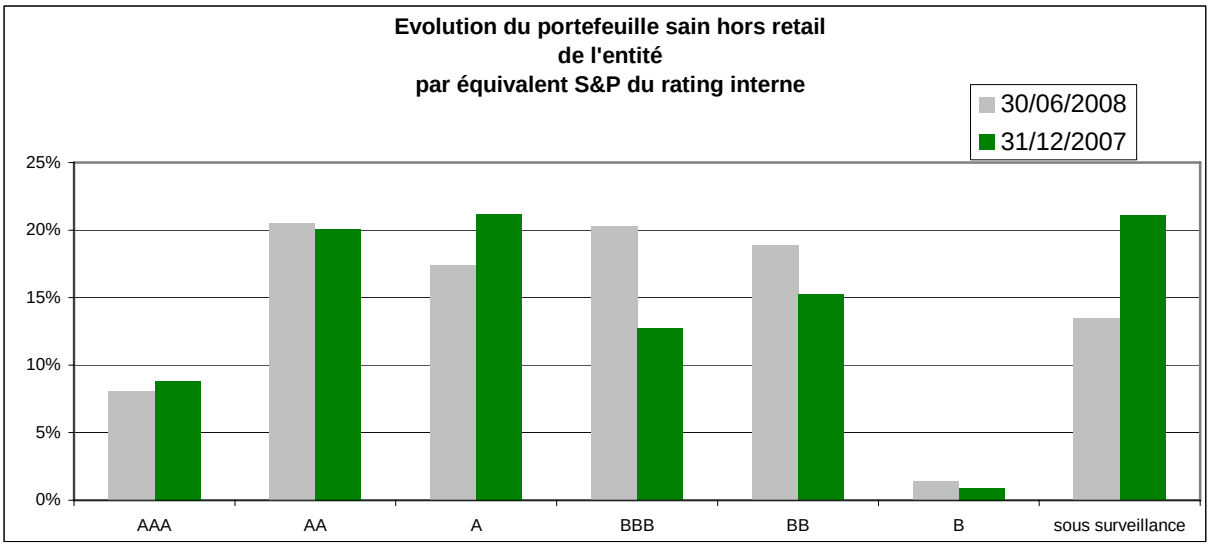
Contreparties ou groupe de contreparties	***Notation interne Crédit Agricole***	***Secteur d'activité (code APE)***	***Montant (K€)***
1 - Conseil Général Hérault	***A+***	***8411Z***	***156 294***
2 - Région Languedoc Roussillon	***A***	***8411Z***	***123 507***
3 - Communauté Agglo de Montpellier	***A+***	***8411Z***	***115 384***
4 – CHU Montpellier	***A***	***8411Z***	***53 053***
5- Société Nationale Immobilière	***B+***	***6820A***	***46 681***
6 – Conseil Général Aude	***A***	***8411Z***	***37 311***
7 - Commune de Carcassonne	***C***	***8411Z***	***35 382***
8 – La Gardonnenque	***C -***	***1102B***	***26 864***
9 – Commune du Grau du Roi	***B+***	***8411Z***	***26 831***
10 - Commune Agde	***B+***	***8411Z***	***25 265***

- **Exposition par agent économique**

Cf. note n°5.3 des Comptes consolidés intermédiaires résumés.

D.1.3 Qualité des encours

Qualité des encours CORPORATE au 30/06/2008 et 31/12/2007
(Ventilation en équivalent Standard & Poors)



D.1.4 Coût du risque

Le coût du risque s'établit à 93,9 M€, en progression de 58,6 %.
Le taux de créances douteuses et litigieuses s'élève à 2,63 %. Dans ce contexte de risque maîtrisé, la Caisse régionale a maintenu son effort de provisionnement de son risque de crédit:

- Créances douteuses et litigieuses : dotations nettes de 56,7 M€
- Provisions collectives et sectorielles : dotations nettes de 36,9 M€

D.2. Risques de marché

D.2.1 Description – Définition

La Caisse régionale est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés comptabilisés en juste valeur (au prix de marché). On distingue comptablement les instruments enregistrés en « Trading » et ceux enregistrés en « Disponibles à la vente ». La variation de juste valeur des instruments de Trading se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur des instruments « Disponibles à la vente » se traduit par un impact sur les fonds propres.

D.2.2 Principales évolutions en terme :

- **d'objectifs et de politique**

La gestion du portefeuille de titres vise à obtenir une contribution régulatrice au PNB. Elle recherche la meilleure optimisation du couple rendement risque à travers une diversification des classes d'actifs (actions, obligataire, monétaire et alternatif).

Une structure cible du portefeuille est ainsi définie chaque année, en fonction de l'espérance de rendement à long terme, tout en prenant en compte les contraintes conjoncturelles des marchés.

Au titre de ces contraintes conjoncturelles (crise des marchés financiers et crise de liquidité), la Caisse régionale a fortement réduit son programme de souscription d'OPCVM actions, obligataires et diversifiées sur le premier semestre.

Le net des investissements du semestre (y compris dans les fonds dédiés) sur les actions a été ainsi de +13 M€, sur l'obligataire +17 M€, sur l'alternatif +20 M€ dont 7 M€ sur les matières premières. Dans le même temps le stock de liquidité est passé de 86 M€ au 31 décembre 2007 à 268 M€ au 30 juin 2008.

- **d'exposition**

Conséquence de cet allègement du programme d'investissements, la Caisse régionale a diminué sensiblement son exposition au risque de marché sur le semestre, avec une surpondération du compartiment monétaire par rapport à la cible initialement définie.

- **Activité de marchés (Value at Risk)**

La VAR permet d'estimer le risque d'un portefeuille de placement investi sur les marchés financiers en calculant un risque de variation des PVL pour différents niveaux de prudence et différents horizons.

Jusqu'en 2007, nous utilisions une VAR à 97% sur un horizon 12 mois. Pour répondre aux contraintes Bâle 2, la VAR est calculée pour une probabilité à 99% et un horizon de 1 mois (= l'intervalle de temps entre 2 mesures de la valeur du portefeuille).

La VAR 1 mois au 31 décembre 2007 était de 18,2 M€. Au 30 juin 2008, elle s'établit à 20,0 M€.

- **Opérations sur instruments dérivés**

Le portefeuille de Credit Default Swaps hors groupe s'élève à 260 M€ et n'a pas évolué au cours du semestre.

D.3. Risque de taux d'intérêt global

D.3.1 Description – Définition

La Caisse régionale est soumise au risque de taux d'intérêt global (RTIG) sur l'ensemble de son bilan et hors bilan hors trading. Le risque de taux sur l'année (N+1) se concrétise par la sensibilité du PNB à une variation des taux de marché de 1%.

D.3.2 Principales évolutions en terme :

- **<u>d'objectifs et de politique</u>**

La politique de gestion du risque de taux n'a pas été modifiée sur le 1er semestre :

- Sur le compartiment des Fonds Propres : de façon opérationnelle, le risque de taux est géré conjointement avec le risque de marché et ne fait pas l'objet de couverture spécifique par produits dérivés.
- Sur le bilan hors fonds propres :
    - La sensibilité du PNB à une variation des taux de marché de 1% est limitée à 1% du PNB social (environ 6 M€) sur les années N+1 à N+5 (impasse ouverte admise)
    - Une insensibilisation maximale du PNB est recherchée aux variations des taux de marchés sur les horizons 6 ans à 15 ans (fermeture maximale de l'impasse).

La CR mesure trimestriellement son exposition au risque de taux et fixe des limites au travers d'une sensibilité maximum du PNB à une variation des taux. Deux limites sont respectées :
- Limite Bâle 2 sur périmètre taux fixe + fonds propres : la perte en cas de variation de 2% des taux doit être inférieure à 20% des fonds propres, soit 482 M€
- Limite Crédit Agricole S.A. sur périmètre taux fixe hors fonds propres : la perte en cas de variation de 1% des taux doit être inférieure à 1% du PNB consolidé, soit 6,1 M€

Au 30/06/2008	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	A11	A12	A13	A14	A15
Impasse stock taux fixe avant couv.	985	644	620	474	320	230	187	145	145	84	-17	-96	-34	-9	193
Impasse stock + FP avant couv.	1 143	746	697	531	346	221	148	37	-77	-169	-300	-351	-259	-206	24
Impasse inflation avant couv	-650	-605	-557	-501	-443	-390	-340	-285	-224	-159	-117	-99	-78	-52	-21
Impasse stock taux fixe après couv.	595	514	490	344	190	100	97	85	85	34	-67	-146	-84	-59	143
Impact PNB baisse des taux de 1% (en M€) calculé sur périmètre hors fonds propres	6,0	5,1	4,9	3,4	1,9	1,0	1,0	0,9	0,9	0,3	-0,7	-1,5	-0,8	-0,6	1,4
Impasse stock + FP après couv. proposée	753	616	567	401	216	91	58	-23	-137	-219	-350	-401	-309	-256	-26
Impact PNB baisse des taux de 2% (en M€) calculé sur périmètre yc fonds propres	15,1	12,3	11,3	8,0	4,3	1,8	1,2	-0,5	-2,7	-4,4	-7,0	-8,0	-6,2	-5,1	-0,5
Impasse inflation après couv.	-46	-42	-46	-36	-44	-50	-65	-69	-81	-80	-57	-76	-66	-52	-21

D.4. Risque de change

Le risque de change revêt un caractère non significatif à la Caisse régionale du Languedoc.

D.5. Risque de liquidité et de financement

D.5.1 Description – Définition

Le risque de liquidité se matérialise lorsque la Caisse régionale ne dispose pas des ressources suffisantes pour adosser ses emplois. L'exposition au risque est mesurée par le Coefficient de liquidité (ratio réglementaire à un mois) de la Caisse régionale. Crédit Agricole S.A., en tant qu'Organe Central du Groupe assure la liquidité (et la solvabilité) des entités du Groupe.

La politique de gestion de la liquidité de la Caisse régionale repose sur l'adossement global des ressources aux actifs à financer en capitaux et en durées. Elle se concrétise, d'une part, par une politique de collecte clientèle et, d'autre part, par une politique de refinancement auprès de Crédit Agricole S.A. La Caisse régionale, au-delà de ses ressources clientèle, a la possibilité de se refinancer à taux de marché auprès de Crédit Agricole S.A. sous plusieurs formes : Compte Courant de Trésorerie, Emprunts en blanc (de 1 semaine à 10 ans), Avances globales (50% des prêts MLT débloqués). Par ailleurs, elle peut émettre des Titres de Créances Négociables (CDN ; BMTN soumis à l'autorisation préalable de Crédit Agricole S.A.).

D.5.2 Principales évolutions en terme :

- **<u>d'objectifs, de politique et de gestion du risque</u>**

Il n'y a pas eu d'évolution significative sur le semestre.

- **<u>d'exposition</u>**

Le risque de liquidité et de financement est suivi mensuellement. Conjoncturellement, la Caisse régionale a laissé reculer son coefficient de liquidité mesuré selon la méthode réglementaire. Il s'établit à 100,4 au 30/06/2008, et a été notamment affecté par la garantie donnée à la SAS Rue de la Boétie dans le cadre de l'augmentation de capital de Crédit Agricole SA.

D.5.3 Perspectives d'évolution pour le second semestre

La Caisse régionale participe sous l'égide de CASA aux travaux nationaux sur la gestion de la liquidité du Groupe. A ce titre, et pour intégrer les nouvelles règles intragroupe, elle sera amenée à revoir sur le deuxième semestre ses pratiques en matière de refinancement Court et Long Terme.

D.6. Risques opérationnels

D.6.1 Description – Définition

Le risque opérationnel correspond au coût des risques résultants de carences ou de défauts attribuables à des procédures, des défaillances humaines, des systèmes internes ou à des événements extérieurs.
Ce sont par exemple la fraude externe et interne, les risques juridiques et de non conformité, les erreurs de traitement, les dommages aux actifs (inondations, dégradations …), etc.

La Caisse régionale a mis en place son dispositif de gestion des risques opérationnels, selon les recommandations données par Crédit Agricole S.A.. Un point sur le risque opérationnel (mesure du risque, actions à mettre en place, adaptation éventuelle du dispositif) est fait lors de chaque Comité de Contrôle Interne.

D.6.2 Principales évolutions :

Le dispositif de gestion des risques opérationnels continue à s'améliorer sur le 1er semestre 2008.
Dans le cadre des préconisations Groupe, la Caisse régionale poursuit ses actions de fiabilisation de la collecte des risques opérationnels.
Par ailleurs, la polyvalence du management des risques opérationnels (MRO) a été renforcée.

Le plan d'action validé en Comité de Contrôle Interne se réalise comme prévu.
La cartographie des risques opérationnels 2007 a été remontée fin janvier 2008, conformément au planning donné par Crédit Agricole S.A..
Suite à l'analyse de cette cartographie, une procédure visant à réduire un certain nombre de risques opérationnels est en cours d'élaboration.

E. Dispositif de contrôle interne

E.1. Le contrôle permanent

Dans le cadre de la démarche Groupe, le renforcement du dispositif de contrôle permanent de la Caisse régionale se poursuit.
Le déploiement du nouveau dispositif de contrôles 1er et 2nd degrés a été réalisé dans l'ensemble de la Caisse régionale (siège et réseau), et a fait l'objet d'une mise en œuvre concrète par les gestionnaires concernés.
Le plan d'actions 2008 du contrôle permanent comptable, validé en décembre 2007 par le Comité de Contrôle Interne, se réalise conformément au planning prévu.
Les missions ont porté sur les domaines de la gestion des crédits, l'international, la monétique, les assurances, le personnel, les dépôts, sans révéler d'anomalies.
Le reporting à la Direction Générale des actions correctives à entreprendre permet de suivre l'avancement des opérations, qui améliorent la sécurité de l'ensemble du dispositif d'élaboration et de traitement de l'information comptable.

E.2. La prévention et le contrôle des risques de non conformité

Depuis la publication du rapport du Président, le dispositif de contrôle des risques de non conformité a été actualisé et complété, entre mars et mai 2008, notamment par le guide des principaux contrôles AMF et ses fiches qui rappellent et précisent concrètement les contrôles 1er et 2ème degrés à réaliser par les divers services, par exemple sur l'application de la directive MIF.

E.3. Le contrôle périodique

Dans le cadre de la démarche de la Ligne Métier Audit-Inspection du groupe, la cartographie des risques auditables ainsi que le plan d'action pluri-annuel élaborés en 2007 ont été actualisés pour 2008.
Le plan d'action annuel qui en découle a été présenté et validé au Comité de Contrôle Interne de décembre 2007. Son déroulement et son adaptation ont été régulièrement présentés aux Comités de Contrôle Interne de mars et de juin.
Le suivi des plans d'action a été normalisé et étendu à l'ensemble des recommandations des missions siège et agences. Le résultat de ces suivis est présenté régulièrement en Comité de Contrôle Interne.
Conformément aux instructions groupe, la synthèse des résultats des contrôles normalisés agences réalisés au premier semestre 2008 a été adressée à l'Inspection générale groupe, en complément des synthèses des missions siège adressées au fil de l'eau.

F. Tendances récentes et perspectives

La Caisse régionale du Languedoc poursuivra au 2e semestre 2008 les actions engagées dans le but d'amplifier son développement commercial. Elles viseront notamment à répondre aux attentes de ses clients en matière de canaux de distribution (poursuite des créations et rénovations d'agences, nouvelles offres en ligne) et de gamme de services (diffusion de la nouvelle carte bancaire « débit / crédit » lancée en juillet 2008, enrichissement de l'offre de produits d'épargne, …).

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30/06/2008

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES **3**

BILAN ACTIF **6**

BILAN PASSIF **7**

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES **8**

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE **9**

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2007 ..... **10**

1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LA CAISSE REGIONALE 10
2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION – PARTIES LIEES 11
   - *2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice* *11*
   - *2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre* *11*
   - *2.3. Les écarts d'acquisition* *11*
   - *2.4. Parties liées* *11*
3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT 12
   - *3.1. Produits et Charges d'intérêts* *12*
   - *3.2. Commissions nettes* *13*
   - *3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* *14*
   - *3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente* *15*
   - *3.5. Produits et charges nets des autres activités* *16*
   - *3.6. Charges générales d'exploitation* *16*
   - *3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles* *17*
   - *3.8. Coût du risque* *17*
   - *3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs* *17*
   - *3.10. Impôts* *18*
4. INFORMATIONS SECTORIELLES 19
5. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 30 JUIN 2007 19
   - *5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat* *19*
   - *5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente* *21*
   - *5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle* *22*
   - *5.4. Provisions inscrites en déduction d'actifs financiers* *24*
   - *5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle* *25*
   - *5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées* *26*
   - *5.7. Immeubles de placement* *27*
   - *5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)* *27*
   - *5.9. Ecarts d'acquisition* *27*
   - *5.10. Provisions* *28*
   - *5.11. Capitaux propres* *29*
6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE 30
7. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE 31
8. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2008 31

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2008 ..... **31**

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

Présentation juridique de l'entité

1. Dénomination, Siège Social et immatriculation

Dénomination sociale : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du LANGUEDOC

Appellation commerciale : Crédit Agricole du LANGUEDOC

Siège Social : avenue de Montpelliéret - MAURIN - 34977 LATTES CEDEX

Code APE : 6419Z

Numéro SIRET : 492 826 417 000 15

Numéro SIREN : 492 826 417 RCS MONTPELLIER

Lieu de cotation : EURONEXT PARIS

2. Forme juridique

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc est une société coopérative à capital et personnel variables, régie par les dispositions des articles L 512-20 et suivants du Code Monétaire et Financier relatifs au Crédit Agricole, et soumise à la réglementation bancaire contenue dans les articles L 511-1 et suivants du Code Monétaire et Financier.

En outre, elle est soumise aux dispositions légales ou réglementaires contenues dans :

- la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, modifiée par la loi du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,
- les dispositions non abrogées de l'ancien livre V du Code Rural,
- les articles L 231-1 et suivants du Code de Commerce relatifs aux sociétés à capital variable.

La Caisse régionale a été constituée par acte sous seing privé en date du 26 avril 2007 entre les personnes visées à l'article 512-22 du Code Monétaire et Financier, et inscrite sur la liste des établissements de crédit agréés en qualité de banque mutualiste et coopérative avec l'ensemble des Caisses Locales qui lui sont affiliées.

3. Evènements intervenus au cours du semestre

- Au cours du premier semestre 2008, la filiale immobilière PATRI IMMO, détenue à 100% par la Caisse régionale, a été apportée pour sa valeur nette comptable à la Holding immobilière Crédit Agricole Languedoc Immobilier, elle-même détenue à 100% par la Caisse régionale du Languedoc afin de regrouper les différentes activités immobilières dans un ensemble juridique unique.

- La Caisse régionale du Languedoc a réalisé un apport en compte courant de 143,1 millions d'euros auprès de la SAS La BOETIE au cours du premier trimestre ; cet apport, cumulé à celui des autres Caisses régionales, a fait l'objet d'une avance en compte courant de l'emprunteur à Crédit Agricole S.A. visant à renforcer ses fonds propres prudentiels de base à la suite de la transposition en France de la Directive européenne du 14 juin 2006 relative à l'adéquation des fonds propres des établissements de crédit aux nouvelles normes prudentielles.

- Le traitement comptable des actifs financiers des entités consolidées Force Midi et Gard Diversifié (OPCVM dédiés) a été modifié au 1er janvier 2008. Ainsi, s'agissant d'actifs financiers non acquis dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme, ils ont été reclassés de la catégorie « titres de transaction » vers la catégorie « titres disponibles à la vente ». Les variations de juste valeur de ces actifs sont désormais comptabilisées par la contrepartie des capitaux propres et non plus par le compte de résultat.

Les actifs financiers reclassés s'élèvent respectivement à 237,4 millions d'euros pour Force Midi et 64,2 millions d'euros pour Gard Diversifié ; le résultat des entités concernées au premier semestre 2007 s'élevait à 11,1 millions d'euros pour Force Midi et 1,8 millions d'euros pour Gard Diversifié. Retraité selon le traitement comptable actuel, il aurait été de 8,5 millions d'euros pour Force Midi et 0,2 millions d'euros pour Gard Diversifié.

Les résultats comptabilisés jusqu'au 31 décembre 2007 dans les deux entités restent acquis; les plus values réalisées sur des actifs déjà présents au 31 décembre 2007 seront comptabilisées pour leur variation du 1er janvier 2008 à leur date de cession.

- Le dispositif de provisionnement collectif Bâle 2 a vu deux évolutions significatives sur le semestre, pour prendre en compte l'évolution du contexte local ;
  - Intégration d'un coefficient augmentant la probabilité de perte en cas de défaut sur la classe de notation « Habitat »
  - Création de deux provisions « filières Viticulture et Professionnels de l'immobilier ».

Les dépréciations sur base collective à la fois basées sur les outils Bâle 2 et sur les risques sectoriels spécifiques s'élèvent à 213,2 millions d'euros au 30 juin 2008 contre 186,2 millions d'euros au 31 décembre 2007.

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	*Notes*	**30.06.2008**	**31.12.2007**	**30.06.2007**
Intérêts et produits assimilés	*3,1*	480 880	858 980	411 427
Intérêts et charges assimilées	*3,1*	-336 337	-579 496	-268 511
Commissions (produits)	*3,2*	143 880	269 662	137 938
Commissions (charges)	*3,2*	-13 078	-28 887	-13 464
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	*3,3*	-147	2 259	19 853
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	*3,4*	33 986	52 015	44 213
Produits des autres activités	*3,5*	24 342	44 317	20 159
Charges des autres activités	*3,5*	-1 608	-4 378	-2 813
PRODUIT NET BANCAIRE		**331 918**	**614 472**	**348 802**
Charges générales d'exploitation	*3,6*	-134 537	-280 637	-138 545
Dotations aux amortissements et aux dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	*3,7*	-8 288	-16 646	-6 724
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		**189 093**	**317 189**	**203 533**
Coût du risque	*3,8*	-93 935	-82 189	-59 242
RESULTAT D'EXPLOITATION		**95 158**	**235 000**	**144 291**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	*3,9*	0		0
Gains ou pertes nets sur autres actifs		400		0
Variations de valeur des écarts d'acquisition		0		0
RESULTAT AVANT IMPOT		**95 558**	**235 000**	**144 291**
Impôts sur les bénéfices	*3,10*	-17 186	-71 572	-42 718
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				0
RESULTAT NET		**78 372**	**163 428**	**101 573**
Intérêts minoritaires		-1		1
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		**78 373**	**163 428**	**101 572**

BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	*Notes*	**30.06.2008**	**31.12.2007**
CAISSE, BANQUES CENTRALES		110 492	142 238
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	*5,1*	10 380	309 741
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		93 116	80 192
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	*5,2*	1 509 425	1 585 401
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	*5,3*	278 160	372 589
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	*5,3*	14 543 155	13 644 814
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		-83 003	-41 944
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE		92 111	124 157
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS		30 782	
ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES		98 109	79 518
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		364 015	406 140
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES		0	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE		0	
IMMEUBLES DE PLACEMENT	*5,7*	5 831	5 136
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	*5,8*	74 647	80 096
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	*5,8*	2 945	1 412
ECARTS D'ACQUISITION			
TOTAL DE L'ACTIF		17 130 165	16 789 490

BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)	*Notes*	**30.06.2008**	**31.12.2007**
BANQUES CENTRALES			
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT		5 820	2 394
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		46 516	36 497
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	*5,5*	10 775 588	10 068 912
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	*5,5*	3 393 626	3 406 394
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		432 491	365 929
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		-34 675	-1 568
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS			59 030
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES			
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		355 747	371 439
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE			
PROVISIONS	*5,10*	70 867	69 664
DETTES SUBORDONNEES	*5,6*	88 260	112 741
CAPITAUX PROPRES		1 995 925	2 298 058
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		1 995 899	2 298 030
CAPITAL ET RESERVES LIEES		1 397 507	1 398 695
RESERVES CONSOLIDEES		399 639	257 492
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES		120 380	478 415
RESULTAT DE L'EXERCICE		78 373	163 428
INTERETS MINORITAIRES		26	28
TOTAL DU PASSIF		17 130 165	16 789 490

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'Euros)	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Gains/pertes latents ou différés			Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées	Elimination des titres auto-détenus		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture				
Capitaux propres au 1er janvier 2007	204 736	255 411	0	1 043 188	0	784 116	291	173 928	2 461 670	27	2 461 697
Augmentation de capital	8 447								8 447		8 447
Variation des titres auto détenus									0		0
Distributions versées en 2007								-20 028	-20 028		-20 028
Dividendes reçus des CR et filiales									0		0
Variation de juste valeur						-69 338			-69 338		-69 338
Transfert en compte de résultat						-886	-375		-1 261		-1 261
Affectation du résultat 2006				153 902				-153 902	0		0
Résultat au 30/06/2007								101 572	101 572		101 572
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence									0		0
Variation des écarts de fusion et primes d'émission (1)		931 428		-939 492					-8 064		-8 064
Impact relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires									0		0
Mouvements liés aux stocks options									0		0
Autres variations (2)				497					497	2	499
Capitaux propres au 30 juin 2007	213 183	1 186 839	0	258 095	0	713 892	-84	101 570	2 473 495	29	2 473 524
Augmentation de capital	-1 689								-1 689		-1 689
Variation des titres auto détenus									0		0
Distributions versées en 2008									0		0
Dividendes reçus des CR et filiales									0		0
Variation de juste valeur						-228 334	39		-228 295		-228 295
Transfert en compte de résultat						-7 098			-7 098		-7 098
Résultat au 31/12/2007								61 856	61 856		61 856
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence									0		0
Variation des écarts de fusion et primes d'émission (2)		362							362		362
Changement de méthodes comptables				1 672					1 672		1 672
Impact relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires									0		0
Mouvements liés aux stocks options									0		0
Autres variations (3)				-2 275					-2 275	-2	-2 277
Capitaux propres au 31 décembre 2007	211 494	1 187 201	0	257 492	0	478 460	-45	163 426	2 298 028	27	2 298 055
Augmentation de capital	-717								-717		-717
Variation des titres auto détenus	-471								-471		-471
Distributions versées en 2008								-21 281	-21 281		-21 281
Dividendes reçus des CR et filiales									0		0
Variation de juste valeur						-358 199			-358 199		-358 199
Transfert en compte de résultat							164		164		164
Affectation du résultat				142 147				-142 147			
Résultat au 30/06/2008								78 373	78 373		78 373
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence									0		0
Variation de l'écart de conversion									0		0
Impact relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires									0		0
Mouvements liés aux stocks options									0		0
Autres variations								2	2	-1	1
Capitaux propres au 30 juin 2008	210 306	1 187 201	0	399 639	0	120 261	119	78 373	1 995 899	26	1 995 925

(1) : Annulation des réserves sociales et constatation de la prime de fusion conformément au traité de fusion

(2) : Annulation du résultat et des réserves d'une entité ayant fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine avec la CR du Languedoc au cours du 1er semestre 2007

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	**1er semestre 2008**	**1er semestre 2007**	**2007**
Résultat avant impôts	**95 558**	**144 291**	**235 000**
Dotations nettes aux amortissement et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	8 410	6 831	16 859
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-	
Dotations nettes aux dépréciations	90 191	40 800	47 136
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-	
Perte nette/gain net des activités d'investissement	-936	2 884	2 297
(Produits)/charges des activités de financement	2 907	3 305	6 662
Intérêts courus non échus (créances et dettes rattachées)	-17 483	3 839	0
Autres mouvements	9 306	-47 521	583
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**92 395**	**10 138**	**73 537**
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	321 172	892 841	1 208 855
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-991 964	-579 375	-1 138 246
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	64 331	99 795	214 133
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	57 247	-29 398	-4 192
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	-107 461	-20 672	-27 836
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	**-656 675**	**363 191**	**252 714**
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)	**-468 722**	**517 620**	**561 251**
Flux liés aux participations (1)	1 165	-84 655	-95 008
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-3 971	-6 022	-13 351
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	**-2 806**	**-90 677**	**-108 359**
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)	***-21 998***	***-19 632***	***-15 435***
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)	***-27 388***	***-4 537***	***-21 964***
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	**-49 386**	**-24 169**	**-37 399**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	-	-	-
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)	**-520 914**	**402 774**	**415 493**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**249 104**	**-166 395**	**-166 395**
Caisse, banques centrales (actif & passif)	141 866	164 758	164 758
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit*	107 238	-331 153	-331 153
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**-271 810**	**236 379**	**249 098**
Caisse, banques centrales (actif & passif)	110 190	193 054	141 866
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit*	-382 000	43 325	107 232
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	**-520 914**	**402 774**	**415 493**

* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains" tel que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés en note 5.5

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2008, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie du groupe s'élève à 1 165 K€.

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des intérêts aux parts sociales, aux CCA et aux CCI, versés par le groupe Caisse régionale du Languedoc à ses sociétaires, à hauteur de 21 281 K€ pour le premier semestre 2008.
(3) Au cours du premier semestre 2008, des dettes subordonnées ont été remboursées pour 22 868 K€.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2007

1. Principes et Méthodes applicables dans la Caisse régionale

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse régionale du Languedoc ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2008.

Celles-ci sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers de la Caisse régionale du Languedoc au 31 décembre 2007, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliquée à des comptes consolidés intermédiaires résumés.

Aucune norme ou interprétation n'est d'application obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2008.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle. Cette norme sera appliquée pour la première fois au 1er janvier 2009.

- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1er juin 2007 (CE n° 611/2007), relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1er janvier 2009.

La Caisse Régionale n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Le référentiel IFRS adopté par l'Union Européenne et appliqué par le Groupe Crédit Agricole est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2008.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2007 de la Caisse régionale du Languedoc et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution

de la situation financière et des performances de la Caisse régionale du Languedoc sont reproduites dans ces comptes consolidés intermédiaires résumés.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les moins-values durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Périmètre de consolidation – parties liées

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2008 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 9.

2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice

Il n'y a eu aucune modification du périmètre de consolidation sur la période.

2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre

Néant.

2.3. Les écarts d'acquisition

Néant.

2.4. Parties liées

Les parties liées à la Caisse régionale du Languedoc sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités assurant la gestion interne des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière, ainsi que les principaux dirigeants du groupe.

Les relations entre parties liées sont principalement composées de :

- La participation des Caisses locales au capital de la Caisse régionale du Languedoc pour 127 729 K€ : les Caisses locales ont perçu 4 343 K€ d'intérêts aux parts au cours du 1er semestre 2008 ; elles détiennent 48 828 K€ de bons de caisse au 30 juin 2008, à échéance du 31 décembre 2008.
- La participation de la Caisse régionale du Languedoc dans les fonds dédiés Force Midi pour 168 987 K€ et Gard Diversifié pour 54 710 K€ ; il n'y a pas eu de souscription supplémentaire de parts au 1er semestre 2008.

Par ailleurs, la Caisse régionale du Languedoc a réalisé des opérations avec plusieurs filiales de Crédit Agricole S.A. au cours du 1er semestre 2008, dont notamment :

- SAS La Boétie : apport en compte courant à hauteur de 143 100 K€

Cet apport, cumulé à celui des autres Caisses régionales, a fait l'objet d'une avance en compte courant de l'emprunteur à Crédit Agricole S.A. visant à renforcer ses fonds propres prudentiels de base à la suite de la transposition en France de la Directive européenne du 14 juin 2006 relative à l'adéquation des fonds propres des établissements de crédit aux nouvelles normes prudentielles.

3. *Notes relatives au compte de résultat*

3.1. Produits et Charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Sur opérations avec les établissements de crédit	4 626	9 146	4 081
Sur opérations internes au Crédit Agricole	14 385	27 407	14 413
Sur opérations avec la clientèle	351 013	615 226	295 650
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	395	112	39
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 110	8 175	3 601
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	107 351	198 914	93 643
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés			
Produits d'intérêts (1)	480 880	858 980	411 427
Sur opérations avec les établissements de crédit	-2 651	-6 206	-3 367
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-211 012	-364 942	-170 926
Sur opérations avec la clientèle	-15 863	-16 722	-4 888
Actifs financiers disponibles à la vente		-8	-7
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Sur dettes représentées par un titre	-9 799	-11 721	-4 490
Sur dettes subordonnées	-2 907	-6 662	-3 305
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-94 105	-173 235	-81 528
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilées			
Charges d'intérêts	-336 337	-579 496	-268 511

(1) dont 11 384 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement

3.2. Commissions nettes

(en milliers d'euros)	30.06.2008		
	Produits	**Charges**	**Net**
Sur opérations avec les établissements de crédit	747	-359	388
Sur opérations internes au Crédit Agricole	13 856	-5 829	8 027
Sur opérations avec la clientèle	44 531	-230	44 301
Sur opérations sur titres		-25	-25
Sur opérations de change	83		83
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	5 642	-388	5 254
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	79 021	-6 247	72 774
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	0	0	0
Produits nets des commissions	**143 880**	**-13 078**	**130 802**

(en milliers d'euros)	31.12.2007		
	Produits	**Charges**	**Net**
Sur opérations avec les établissements de crédit	968	-605	363
Sur opérations internes au Crédit Agricole	27 920	-11 747	16 173
Sur opérations avec la clientèle	85 415	-442	84 973
Sur opérations sur titres		-76	-76
Sur opérations de change	182		182
Sur opérations sur instruments financiers à terme et	6 988	-831	6 157
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	148 189	-15 186	133 003
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	0	0	0
Produits nets des commissions	**269 662**	**-28 887**	**240 775**

(en milliers d'euros)	30.06.2007		
	Produits	**Charges**	**Net**
Sur opérations avec les établissements de crédit	507	-299	208
Sur opérations internes au Crédit Agricole	14 278	-5 700	8 578
Sur opérations avec la clientèle	44 212	-194	44 018
Sur opérations sur titres		-26	-26
Sur opérations de change	80		80
Sur opérations sur instruments financiers à terme et	3 520	-424	3 096
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	75 341	-6 781	68 560
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues		-40	-40
Produits nets des commissions	**137 938**	**-13 464**	**124 474**

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-220	1 784	19 472
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	-202	129	187
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des	275	346	194
Résultat de la comptabilité de couverture	0	0	0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-147	2 259	19 853

Profit net ou perte nette résultant de la comptabilité de couverture

	30.06.2008		
(en milliers d'euros)	**Profits**	**Pertes**	**Net**
Couvertures de juste valeur	**1 355**	**1 355**	**0**
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	*1 355*		*1 355*
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)		*1 355*	*-1 355*
Couvertures de flux de trésorerie	***0***	***0***	***0***
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			*0*
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	***0***	***0***	***0***
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			***0***
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	**74 166**	**74 166**	**0**
Variations de juste valeur des éléments couverts	**41 059**	**33 107**	**7 952**
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	**33 107**	**41 059**	**-7 952**
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	***0***	***0***	***0***
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			*0*
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			**0**
Total résultat de la comptabilité de couverture	**75 521**	**75 521**	**0**

	31.12.2007		
(en milliers d'euros)	**Profits**	**Pertes**	**Net**
Couvertures de juste valeur	**475**	**475**	**0**
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	*475*		*475*
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)		*475*	*-475*
Couvertures de flux de trésorerie	***0***	***0***	***0***
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			*0*
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	***0***	***0***	***0***
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			***0***
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	**58 580**	**58 580**	**0**
Variations de juste valeur des éléments couverts	**48 437**	**10 143**	**38 294**
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	**10 143**	**48 437**	**-38 294**
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	***0***	***0***	***0***
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			*0*
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			**0**
Total résultat de la comptabilité de couverture	**59 055**	**59 055**	**0**

	30.06.2007		
(en milliers d'euros)	**Profits**	**Pertes**	**Net**
Couvertures de juste valeur	**1 985**	**1 985**	**0**
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	*1 985*		*1 985*
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)		*1 985*	*-1 985*
Couvertures de flux de trésorerie	***0***	***0***	***0***
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			*0*
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	***0***	***0***	***0***
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			***0***
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	**100 434**	**100 434**	**0**
Variations de juste valeur des éléments couverts	**26 061**	**74 373**	**-48 312**
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	**74 373**	**26 061**	**48 312**
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	***0***	***0***	***0***
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			*0*
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			**0**
Total résultat de la comptabilité de couverture	**102 419**	**102 419**	**0**

3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	**30.06.2008**	**31.12.2007**	**30.06.2007**
Dividendes reçus	43 948	44 051	43 326
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	-9 962	7 984	887
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)		-20	
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances			
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	33 986	52 015	44 213

3.5. Produits et charges nets des autres activités

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	1 200		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-122	-213	-107
Autres produits (charges) nets	21 656	40 152	17 453
Produits (charges) des autres activités	**22 734**	**39 939**	**17 346**

3.6. Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Charges de personnel	-82 374	-166 671	-83 416
Impôts et taxes	-5 193	-7 383	-4 020
Services extérieurs et autres charges	-46 970	-106 583	-51 109
Charges d'exploitation	**-134 537**	**-280 637**	**-138 545**

Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Salaires et traitements	-43 356	-88 595	-43 443
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-5 492	-9 412	-4 495
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-1 113	-1 714	-1 472
Autres charges sociales	-15 034	-33 897	-16 795
Intéressement et participation	-11 954	-22 094	-11 242
Impôts et taxes sur rémunération	-5 425	-10 959	-5 969
Total charges de personnel	**-82 374**	**-166 671**	**-83 416**

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Dotations aux amortissements	-8 288	-16 645	-6 724
Dotations aux dépréciations		-1	
total	**-8 288**	**-16 646**	**-6 724**

3.8. Coût du risque

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Dotations aux provisions et aux dépréciations	**-211 159**	**-181 152**	**-134 588**
Actifs financiers disponibles à la vente	-1		
Prêts et créances	-208 500	-175 555	-132 246
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	-652	-1 496	
Risques et charges	-2 006	-4 101	-2 342
Reprises de provisions et de dépréciations	**116 057**	**96 475**	**87 831**
Actifs financiers disponibles à la vente	1	417	
Prêts et créances	112 097	93 321	86 573
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	198	102	
Engagements par signature	813	934	
Risques et charges	2 948	1 701	1 258
Dotations nettes de reprises des dépréciations et	**-95 102**	**-84 677**	**-46 757**
Plus ou moins values de cession réalisées sur actifs			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non déprécié	-634	-1 331	-582
Récupérations sur prêts et créances amorties	1 801	3 819	2 616
Pertes sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Décotes sur crédits restructurés			
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes			-14 519
Coût du risque	**-93 935**	**-82 189**	**-59 242**

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**400**	**0**	**0**
Plus-values de cession	400	0	0
Moins-values de cession		0	0
Titres de capitaux propres consolidés	**0**	**0**	**0**
Plus-values de cession		0	0
Moins-values de cession		0	0
Gains ou pertes sur autres actifs	**400**	**0**	**0**

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Charge d'impôt courant	-32 728	-83 183	-47 009
Charge d'impôt différé	15 542	11 611	4 291
Charge d'impôt de la période	**-17 186**	**-71 572**	**-42 718**

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30/06/2008	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	95 558	*34,43%*	-32 901
Effet des différences permanentes			15 073
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			649
Effet de l'imposition à taux réduit (sur Caisses Locales)			-7
Effet des autres éléments			
Taux et charge effectif d'impôt		*17,98%*	-17 186

4. Informations sectorielles

Information sectorielle par pôles d'activité

Du fait de l'organisation interne du groupe Crédit Agricole et compte tenu de la réglementation, les activités de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc se rattachent à un seul secteur « Banque de proximité en France ».

5. Notes relatives au bilan au 30 juin 2007

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	**30.06.2008**	**31.12.2007**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8 311	307 470
Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option	2 069	2 271
Juste valeur au bilan	**10 380**	**309 741**
Dont Titres prêtés		

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	**30.06.2008**	**31.12.2007**
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction (1)	0	301 605
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe		10 854
- Actions et autres titres à revenu variable		290 751
Instruments dérivés	8 311	5 865
Juste valeur au bilan	**8 311**	**307 470**

(1) Commentaires dans le paragraphe « Evènements intervenus au cours du semestre » du Cadre général.

Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	2 069	2 271
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	2 069	2 271
- Actions et autres titres à revenu variable		
Juste valeur au bilan	**2 069**	**2 271**

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 820	2 394
Passifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option	0	0
Juste valeur au bilan	**5 820**	**2 394**

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Titres vendus à découvert		
Dettes représentées par un titre		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	**5 820**	**2 394**
Juste valeur au bilan	**5 820**	**2 394**

Passifs financiers à la Juste Valeur sur option

(en milliers d'euros)	30.06.2008		31.12.2007	
	Juste valeur au bilan	**Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance**	**Juste valeur au bilan**	**Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance**
Dépôts d'établissements de crédit				
Autres dépôts				
Titres de dette	NEANT		NEANT	
Passifs subordonnés				
Autres passifs financiers				
Total				

5.2.Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2008			31.12.2007
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	886 934	124 706	19 861	622 683
Actions et autres titres à revenu variable	6 700	1 398		6 766
Titres de participation non consolidés	615 611	53 590	2 069	955 906
Créances disponibles à la vente				
Créances rattachées	180			46
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente	**1 509 425**	**179 694**	**21 930**	**1 585 401**
Impôts différés		**-44 340**	**-6 838**	
Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente (net IS)		**135 354**	**15 092**	**1 585 401**

5.3.Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	43 593	39 973
dont comptes ordinaires débiteurs sains		
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	4 037	4 037
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
Total	**47 630**	**44 010**
Créances rattachées	**102**	**41**
Dépréciations		
Valeur nette	**47 732**	**44 051**
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	31 386	117 813
Comptes et avances à terme	152 326	164 338
Prêts subordonnés	44 400	44 400
Total	**228 112**	**326 551**
Créances rattachées	**2 316**	**1 987**
Dépréciations		
Valeur nette	**230 428**	**328 538**
Valeur nette au bilan	**278 160**	**372 589**

Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	69 307	52 157
Autres concours à la clientèle	14 551 658	13 749 929
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	97 600	97 600
Titres non cotés sur un marché actif	3 840	3 840
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	166 283	18 160
Comptes ordinaires débiteurs	84 324	85 726
Total	**14 973 012**	**14 007 412**
Créances rattachées	**112 274**	**102 211**
Dépréciations	**-542 131**	**-464 809**
Valeurs nettes au bilan	**14 543 155**	**13 644 814**
Opérations de location financement		
Location financement immobilier		
Location financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Total	**0**	**0**
Créances rattachées		
Dépréciations		
Valeurs nettes au bilan	**0**	**0**
Total	**14 543 155**	**13 644 814**

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

(en milliers d'euros)	30.06.2008					
	Encours bruts	dont Encours douteux non compromis	dépréciations / encours douteux non compromis	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	Total
Administrations centrales						0
Institutions non établissements de crédit	1 422 807	32	-32			1 422 775
Etablissements de crédit						0
Grandes entreprises	3 243 922	60 216	-49 775	42 226	-39 914	3 154 233
Clientèle de détail	10 306 283	144 682	-93 334	115 038	-115 031	10 097 918
Total*	14 973 012	204 930	-143 141	157 264	-154 945	14 674 926
Créances rattachées nettes						81 400
Dépréciations sur base collective						-213 171
Valeurs nettes au bilan						**14 543 155**

* Dont actifs restructurés non dépréciés pour 100 207 milliers d'euros

(en milliers d'euros)	31.12.2007					
	Encours bruts	dont Encours douteux non compromis	dépréciations / encours douteux non compromis	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	Total
Administrations centrales	1 539 680	32				1 539 680
Institutions non établissements de crédit						
Etablissements de crédit	372 589					372 589
Grandes entreprises	2 858 310	61 084	-42 004	36 371	-32 196	2 784 110
Clientèle de détail	9 609 422	129 618	-73 041	101 967	-101 967	9 434 414
Total*	14 380 001	190 734	-115 045	138 338	-134 163	14 130 793
Créances rattachées nettes						72 810
Dépréciations sur base collective						-186 200
Valeurs nettes au bilan						**14 017 403**

* Dont actifs restructurés non dépréciés pour 30 157 milliers d'euros

5.4.Provisions inscrites en déduction d'actifs financiers

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements (1)	30.06.2008
Créances sur établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	464 809		217 681	-140 358		-1	542 131
dont provisions collectives	186 200		26 482	-53 549		-11 008	148 125
dont risques sectoriels	0		69 686	-4 640			65 046
Opérations de location financement							0
Titres détenus jusqu'à l'échéance							0
Actifs financiers disponibles à la vente	4 298		1	-97			4 202
Autres actifs financiers	526			-198			328
Total des dépréciations d'actifs financiers	**469 633**	**0**	**217 682**	**-140 653**	**0**	**-1**	**546 661**

(1) La ligne provisions collectives détaille les dépréciations enregistrées sur les encours sains. Les dépréciations calculées selon la méthode de la provision collective sur les encours douteux récents ne sont plus reprises sur cette ligne à compter du 30/06/08.

5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	4 634	10 336
dont comptes ordinaires créditeurs		
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Total	4 634	10 336
Dettes rattachées	36	
Valeur au bilan	**4 670**	**10 336**
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	418 966	6 799
Comptes et avances à terme	10 281 195	9 972 069
Total	10 700 161	9 978 868
Dettes rattachées	70 757	79 708
Valeur au bilan	**10 770 918**	**10 058 576**
Valeur au bilan des dettes envers les établissements de crédit	**10 775 588**	**10 068 912**

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Comptes ordinaires créditeurs	2 595 217	2 683 752
Comptes d'épargne à régime spécial	64 925	57 023
Autres dettes envers la clientèle	723 413	658 250
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Total	3 383 555	3 399 025
Dettes rattachées	10 071	7 369
Valeur au bilan	**3 393 626**	**3 406 394**

5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	1 263	285
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables :	427 607	362 543
. Émis en France	427 607	362 543
. Émis à l'étranger		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Total	428 870	362 828
Dettes rattachées	3 621	3 101
Valeur au bilan	**432 491**	**365 929**
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	87 474	110 342
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel	5	5
Titres et emprunts participatifs		
Total	87 479	110 347
Dettes rattachées	781	2 394
Valeur au bilan	**88 260**	**112 741**

5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2008
Valeur brute	7 854		817				8 671
Amortissements et dépréciations	-2 718		-122				-2 840
Valeur nette au bilan	**5 136**	**0**	**695**	**0**	**0**	**0**	**5 831**

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2008
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	228 630		23 522	-21 685			230 467
Créances rattachées	0						0
Amortissements & Dépréciations	-148 534		-7 286				-155 820
Valeur nette au bilan	**80 096**	**0**	**16 236**	**-21 685**	**0**	**0**	**74 647**
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	71 750		2 812	-278			74 284
Amortissements & Dépréciations	-70 338		-1 001				-71 339
Valeur nette au bilan	**1 412**	**0**	**1 811**	**-278**	**0**	**0**	**2 945**

5.9. Ecarts d'acquisition

Néant

5.10. Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2008
Risques sur les produits épargne logement	14 199		1 259		-138			15 320
Risques d'exécution des engagements par signature	4 172		652	-142	-671		-1	4 010
Risques opérationnels	28 824							28 824
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	2 548		1 099		-55			3 592
Litiges divers	18 422		2 051	-562	-2 388		-1	17 522
Participations	0							0
Restructurations	0							0
Autres risques	1 499		504	-379	-25			1 599
Provisions	**69 664**	**0**	**5 565**	**-1 083**	**-3 277**		**-2**	**70 867**

<u>Provision épargne logement</u> :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	286 987
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 238 569	985 813
Ancienneté de plus de 10 ans	754 662	760 779
Total plans d'épargne-logement	1 993 231	2 033 579
Total comptes épargne-logement	284 831	282 746
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	2 278 062	2 316 325

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.
Les encours de collecte sont sur base d'inventaire à fin mai 2008, et hors prime d'état

Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Plans d'épargne-logement :	39 538	42 692
Comptes épargne-logement :	67 979	68 888
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	107 517	111 580

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	3 862
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	4 152	111
Ancienneté de plus de 10 ans	2 667	2 959
Total plans d'épargne-logement	6 819	6 932
Total comptes épargne-logement	8 501	7 267
Total provision au titre des contrats épargne-logement	15 320	14 199

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

5.11. Capitaux propres

➢Composition du capital consolidé CR LANGUEDOC au 30 juin 2008

	Montant en K€
CCI	25 420
Dont CCI auto détenus	- 1 005
CCA	51 054
Parts sociales CR	127 741
Dont Parts sociales CR détenues par CL	- 127 728
Parts sociales CL	134 824
Total	**210 306**

La valeur nominale des CCI, CCA et parts sociales de la Caisse régionale est de 10€.

➢Distributions

Les distributions intervenues au cours du 1er semestre 2008 s'élèvent à 21 281 K€ et figurent dans le tableau de variation des capitaux propres.

	Montant en K€
CCI	11 333
CCA	5 643
Parts sociales	4 305
Total	**21 281**

6. *Engagements de financement et de garantie*

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Engagements donnés	**2 620 447**	**2 358 474**
Engagements de financement	**2 164 167**	**1 865 137**
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		272
. Engagements en faveur de la clientèle	2 164 167	1 864 865
Ouverture de crédits confirmés	1 386 825	1 319 157
- Ouverture de crédits documentaires	8 058	8 544
- Autres ouvertures de crédits confirmés	1 378 767	1 310 613
Autres engagements en faveur de la clientèle	777 342	545 708
Engagements de garantie	**456 280**	**493 337**
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	0	0
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties		
. Engagements d'ordre de la clientèle	456 280	493 337
Cautions immobilières	124 135	99 652
Garanties financières	39 204	36 646
Autres garanties d'ordre de la clientèle	292 941	357 039

Engagements reçus	**3 231 247**	**2 870 319**
Engagements de financement	**735**	**733**
. Engagements reçus d'établissements de crédit	735	733
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	**3 218 279**	**2 839 556**
. Engagements reçus d'établissements de crédit	263 101	255 951
. Engagements reçus de la clientèle	2 955 178	2 583 605
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	771 781	761 862
Autres garanties reçues	2 183 397	1 821 743
Autres engagements reçus	**12 233**	**30 030**

7. Événements postérieurs à la fin de la période intermédiaire

Néant

8. Périmètre de consolidation au 30 juin 2008

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Nature juridique	Méthode de consolidation au 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
			30/06/2007	31/12/2006	30/06/2007	31/12/2006
LANGUEDOC	Société coopérative	MERE	100	100	100	100
CL LANGUEDOC	Caisse locale	GLOBALE	100	100	100	100
GARD DIVERSIFIE	FCP	GLOBALE	100	100	99,98	99,98
FORCE MIDI	FCP	GLOBALE	100	100	99,99	99,99

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2008.

CRÉDIT AGRICOLE
DU LANGUEDOC

Maurin, le 1 août 2008

Déclaration des personnes physiques

Je soussigné, Michel Mathieu, Directeur Général de la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc, atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, à savoir les évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et leurs incidences sur les comptes semestriels, les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ainsi que les principales transactions entre les parties liées.

Michel MATHIEU

Le Directeur Général

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC
SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE AGREEE EN TANT QU'ETABLISSEMENT DE CREDIT 492 826 417 RCS MONTPELLIER
Siège social : avenue de Montpelliéret MAURIN – 34977 LATTES CEDEX – SOCIETE DE COURTAGE D'ASSURANCE
Téléphone : 0 811 910 935 (prix d'un appel local à partir d'un poste fixe) – Adresse Internet : www.ca-languedoc.com

Réf. 1190304 L

IFEC

ERNST & YOUNG et Autres

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc

Période du 1er janvier au 30 juin 2008

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

IFEC
Immeuble Synergie, Le Millénaire
770, rue Alfred-Nobel
34000 Montpellier

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Montpellier

ERNST & YOUNG et Autres
41, rue Ybry
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc

Période du 1er janvier au 30 juin 2008

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Mesdames, Messieurs les Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 de l'annexe qui expose le traitement comptable des titres détenus par les fonds dédiés de la Caisse Régionale.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Montpellier et Neuilly-sur-Seine, le 28 août 2008

Les Commissaires aux Comptes

IFEC

Michel Galaine

ERNST & YOUNG et Autres

Valérie Meeus